

## Réunion du groupe-pays Bénin

Le mardi 6 décembre 2016 de 10h à 13h  
A Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

---

### Compte-rendu

---

#### Introduction

Mardi 6 décembre 2016, les membres du groupe-pays Bénin se sont réunis à Cités Unies France. Ceux qui étaient présents aux Assises de la Coopération franco-béninoise le 4 et 5 novembre 2016 ont partagé leurs impressions et informations sur cette rencontre. Quatre axes prioritaires ont été définis pour poursuivre l'action du groupe-pays.

#### I Partage des outils

Pour ceux qui n'ont pas eu la joie d'y participer :

- Le programme des Assises
- Les contacts des intervenants

Les documents disponibles pour communiquer sur les Assises :

- Communiqué conjoint DAECT- CUF, ANCB : <http://www.cites-unies-france.org/2e-edition-des-Assises-de-la>
- Article paru sur le blog de Monsieur Jean-Marie Tetart <http://jeanmarietetart.fr/2016/11/06/assises-de-cooperation-decentralisee-franco-beninoise-a-cotonou/>
- Articles de presse béninoise recensés par CUF : <http://www.cites-unies-france.org/Succes-des-2e-Assises-de-la>
- Cartes de la coopération décentralisée franco-béninoise.

Documents de capitalisation :

- *Recueil des propositions des participants*. Sur la base de l'analyse des réponses aux 6 questions soumises aux participants aux Assises à l'aide de cartons (381 réponses recueillies), Rebecca Armstrong dresse un bilan qualitatif des attentes et suggestions formulées par les personnes présentes.
- En préparation par l'ANCB, avec l'apport du ministère de la Décentralisation et de la gouvernance locale : *Le rapport général des Assises*.

#### II Quels retours des participants sur les Assises ?

- **Des Assises réussies**

En amont des rencontres, Madame Bard, responsable de la coopération à Guyancourt a expliqué que la préparation des Assises avec les partenaires de Comé a été l'occasion de faire le bilan partagé sur leur coopération dans les domaines du RFU (registre foncier urbain) en particulier et de discuter des projets « jeunesse » à venir.

Concernant l'événement en lui-même, les retours ont été très positifs. Les ateliers étaient très bien structurés et animés, le timing a été respecté. L'idée d'avoir placé comme animateurs des représentants de programmes nationaux par exemple, ou des personnes hors-coopération décentralisée a été enrichissante pour tous. L'ambiance était studieuse, la parole déliée, en

particulier de la part des maires béninois. Les mots d'ordre étaient « Honnêteté et sincérité ». L'atmosphère était amicale, les Assises ont été qualifiées de « fête ». Enfin, les intermèdes culturels (danse et narrateur) ont été appréciés.

L'implication active des jeunes entrepreneurs et des femmes (femmes élues, femmes entrepreneuses, femmes membres de WILDAF qui œuvre pour l'accès à la terre) a été saluée.

Les participants ont souligné la forte mobilisation des collectivités françaises comme béninoises. Un grand nombre de communes (67) et tous les préfets béninois étaient présents aux Assises. Le préfet de l'Alibori a réuni les communes huit jours après.

La présence de représentants des deux Etats a également été un gage de reconnaissance de l'importance de la coopération décentralisée pour les deux pays.

L'europanisation des Assises a été un succès avec l'implication des Wallons, des Flamands, des Néerlandais, du GIZ Allemand et du Chef de la délégation de l'UE à Cotonou.

La présidente du groupe-pays, Madame Saint Germès-Akar, a affirmé que le travail avec le Bénin était facilité par plusieurs facteurs. « Les atouts de la coopération au Bénin sont notamment : la stabilité du pays, le train de la décentralisation bien en marche, l'ancienneté des coopérations. »

- **Les recommandations, « l'après » des Assises**

Ces deux jours d'Assises ont été très denses. Les participants s'accordent pour dire qu'il ne faut pas attendre six autres années pour la 3<sup>e</sup> édition. Il faut organiser des rencontres intermédiaires. Ils attendent également la liste exhaustive de présence à l'événement.

Ce qui ressort des Assises c'est également le besoin d'espaces de dialogues bénino-béninois entre les élus, mais aussi entre élus et représentants étatiques.

Concernant le Bénin, la décentralisation est en marche, elle n'est toutefois pas achevée. Monsieur Savary, chargé de mission auprès du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, rappelle un point soulevé lors des travaux préparatoires aux assises : celle de la nécessaire pérennité des ressources humaines, notamment des techniciens des collectivités.

Monsieur Guenichon, adjoint au maire de Villefranche sur Saône, estime que la faible mobilisation des ressources locales s'explique aussi par un déficit de confiance des populations dans les politiques locales. L'émergence d'un développement économique local est conditionnée à la confiance entre les maires et les entreprises.

Certaines recommandations à l'issue des ateliers ont été portées concernant des projets plus spécifiques. Cependant, la pérennisation des projets est souvent citée, ainsi, un RFU nécessite une mise à jour tous les 6 mois : il revient aux communes de prévoir le financement pour poursuivre les projets souvent lancés grâce à un financement extérieur. Le nécessaire suivi des projets est sans doute le point le plus souligné par les collectivités françaises.

Il est important de dire que la représentation des femmes élues a régressé. Il faudrait faire changer la loi et donner envie aux femmes de s'engager, mais aussi, sensibiliser les hommes sur le fait que les femmes peuvent faire de la politique.

- **Les projets à suivre pour la coopération décentralisée**

Suite aux Assises, les participants ont été très intéressés par le travail réalisé par les coopérations décentralisées belges sur le recensement (état civil). Ils aimeraient également disposer de la méthodologie du « guichet unique » et des initiatives de travail par « plateformes thématiques » (1 collectivité cheffe de file, un travail de partage d'information en réseau).

Le Conseil Départemental de Hauts de Seine informe que, comme le faisait déjà la Région Hauts de France, leur future coopération s'appuiera sur le réseau SENS (Solidarité entreprises Nord Sud). Elle visera les entreprises d'Economie Sociale et Solidaire dans le Zou sur les thématiques agroalimentaire et agriculture. Ce champ de travail est commun à l'ARCOD, opérateur de la Région Grand Est.

A propos des actions envisageables dans le domaine de la coopération décentralisées, les initiatives suivantes sont évoquées :

- Monsieur De March, chargé de mission pour France Volontaire, rappelle l'existence du service civique en réciprocité. La dimension « formation et emploi » de la jeunesse, plus difficile à construire, peut se faire en travaillant avec les missions locales françaises. De même, le récent comité interministériel (30 novembre) a acté l'idée d'un ERASMUS avec l'Afrique.

- L'appel à projet jeunesse III du ministère des Affaires étrangères (DAECT) sortira le 15 janvier avec la possibilité de mixer les dispositifs de mobilité (chantiers, services civique, VSI).

- En 2017 la DAECT lancera également un appel à projet généraliste annuel.

- Madame Frey, chargée de mission à Cités Unies France, a souligné un volet du 11<sup>e</sup> FED de l'Union Européenne qui couvre la période 2017-2021 : 10 millions d'euros sont prévus en complément de l'appui budgétaire à la décentralisation ; ces 10 millions comprennent entre autres : un soutien à l'ANCB, une assistance technique et un appel à propositions auprès des collectivités territoriales béninoises pour des « projets de territoires » qui portent notamment sur le développement économique local.

- Au Bénin toujours, l'AFD débute en 2017 un « programme d'adaptation de la ville aux changements climatiques » (PAVICC) qui couvrira Cotonou ainsi que 3 villes secondaires, à définir. Il s'agit de prêts qui passeront par l'Etat, au profit des collectivités. Ses 3 composantes concerneront la planification urbaine, les investissements prioritaires (ex : gestion des déchets à Cotonou) et le renforcement des capacités au niveau central et local. Une étude sur la vulnérabilité climatique de certaines collectivités a été réalisée en phase de préfiguration sur un certain nombre de territoires. CUF verra si elles peuvent être accessibles.

- Le Ministère de l'Energie et l'Eau et des Mines a lancé un programme intitulé « Energie et eau pour la vie » qui doit permettre de développer la production d'énergie de manière décentralisée. CUF mettra à disposition les documents recueillis.

- L'Etat béninois c'est engagé dans le cadre du Programme participatif d'amélioration des bidonvilles initié par ONU-Habitat et la validation du profil urbain national. Au sein du Programme Villes durables, Monsieur Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable, organise un mois national de l'habitat avec des journées portes ouvertes sur les structures en charge du cadre de vie. Les thématiques abordées sont l'habitat et l'environnement, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, les techniques de construction, l'écologie et l'énergie verte. (Source : <http://lanationbenin.info/index.php/k2/item/4114-journee-mondiale-de-l-habitat-edition-2016-ameliorer-le-cadre-de-vie-pour-un-developpement-durable>)

- Enfin, l'Institut Géographique National prépare une carte du Bénin avec les voiries, les infrastructures locales et une précision à 0,5m. Le Cenatel (Centre National de Télédétection et de Suivi Ecologique), béninois, aura les données fin 2017. Site internet : <http://www.cenatelbenin.org/>

### III Les perspectives pour le groupe-pays Bénin

Le document *Recueil des propositions des participants* de Madame Armstrong a servi de base pour définir des axes de travail prioritaires pour le groupe-pays. Quatre ont été retenus. Ils se croisent car ce sont des sujets transversaux.

#### ➤ Renforcer le suivi évaluation.

Les partenaires doivent être associés dès le départ. Il est important d'évaluer pourquoi on fait ensemble, pour quels objectifs et résultats ? Mais aussi comment « transformer l'essai » : au-delà du bilan après l'action. Cela permet de ne pas refaire les mêmes erreurs. Les 2 territoires sont concernés.

L'évaluation est nécessaire pour pouvoir justifier des actions (autorités, élus, citoyens français). « Il faut pouvoir dire le bilan, l'accompagnement fait » et « ce que cela donne chez nous », en France. Les évaluations permettent de mieux convaincre. Pour trouver des financements aussi, il faut pouvoir justifier, évaluer.

Le plus important est peut-être de maintenir le dialogue (et donc aussi : inciter les fonctionnaires à aller sur le terrain !) d'où une présence soutenue sur place. Il est important de favoriser les rencontres réelles.

Dans ce contexte, le F3E a été mis en avant avec son programme PRISME : <http://f3e.asso.fr/recherche-action/16/programme-d-innovations-methodologiques-pour-planifier-suivre-et-evaluer-des-processus-de-changement-prisme>.

#### ➤ La réciprocité

Si elle est difficile à mettre en place sur le renforcement de capacité des élus et cadres, elle fonctionne bien concernant les chantiers.

Monsieur Quevarec, chargé de mission à la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise explique : « On a fait beaucoup de coopération de collectivité à collectivité.

L'évaluation nous a recommandé de faire une coopération de territoire à territoire, en associant les acteurs locaux. La réciprocité se fait peut-être plus simplement ! »

Monsieur Zoutu souligne que le Conseil d'agglomération de Seine-Eure a fait venir une délégation de Bohicon pendant la Semaine de la Solidarité Internationale, composée d'élus et d'agents qui participent au conseil d'agglomération, témoignant de ce que nous vivons ensemble.

Il rappelle aussi, les expositions « regards croisés » mises en place il y a deux ans. Deux photographes français et béninois ont travaillé en miroir dans les deux pays.

La lutte contre le changement climatique est aussi un domaine accessible à la réciprocité.

#### ➤ **Question de la jeunesse**

C'est une thématique à croiser avec la question environnementale.

Monsieur Spinnler, responsable de service à Villefrance sur Saône, rapporte l'appui à la création d'un conseil municipal des jeunes à Kandi (14-17 ans). Il se pourra très bien que ce conseil des jeunes vienne, en réciprocité, renouveler le conseil des jeunes à Villefranche.

#### ➤ **La « composante économique de la coopération décentralisée »**

A Kandi, une rencontre est organisée avec les jeunes entrepreneurs.

Le travail de l'Association « entreprendre avec l'Afrique », en Normandie a été mis en avant. La 2<sup>e</sup> édition 2016 : « nourrir le monde » a rassemblé plusieurs dizaines de PME normandes, 300 participants, dont des intervenants des 4 coins d'Afrique. Ces échanges ont montré que le développement économique de demain passera par l'Afrique. Grâce à des échanges B to B il est possible de valoriser les richesses africaines sur leur propre sol.

L'idée d'une rencontre en avril avec la CCI et le patronat béninois, autour de la même thématique a été proposée. Plus d'information : Nelly David, chargée de mission, communauté d'agglomération Seine-Eure [Nelly.David@seine-eure.com](mailto:Nelly.David@seine-eure.com) et aussi :

<http://entreprendreaveclafrique.com/>

### **Conclusion**

Les Assises franco-béninoises sont une réussite. Elles ont permis de partager les préoccupations des coopérations des points de vue béninois, français et européens. Sur cette lancée, les participants à la réunion du groupe-pays ont pu définir quatre axes prioritaires pour continuer leurs échanges et leurs actions.

*Compte-rendu établi par Cités Unies France*

## LISTE DES PARTICIPANTS

Organisme	Prénom	Nom	Fonction	Courriel
AMF	Julia	BARBIER	Conseillère technique	julia.barbier@amf.asso.fr
CITES UNIES FRANCE	Astrid	FREY	Chargée de mission	a.frey@cites-unies-france.org
CITES UNIES FRANCE	Garance	SEGUIER	Stagiaire	poleafrique2@cites-unies-france.org
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	Guillaume	QUEVAREC	Chargée de mission	guillaume.quevarec@cergypontoise.fr
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	Rose-Marie	SAINT GERMES AKAR	Conseillère déléguée la coopération décentralisée	rmsgakar@gmail.com
DEPARTEMENT HAUT DE SEINE	Noémie	QUERE-BONVARLET	Chargé de programmes Mali, Bénin et Arménie	nquerebonvarlet@csg92.fr
FRANCE VOLONTAIRES	Michel	DE MARCH	Chargé de mission	m.demarch@france-volontaires.org
GUYANCOURT	Lauriane	BARD	Responsable de la Vie associative et des relations internationales	lauriane.bard@ville-guyancourt.fr
HEUDEBOUVILLE	Hubert	ZOUTU	Maire	mairie.heudebouville@wanadoo.fr
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	Joël	SAVARY	Chargé de mission	joel.savary@diplomatie.gouv.fr
NOISIEL	Marc	PETIT	Président	marc.petit46@wanadoo.fr

REGION GRAND EST	Mickaël	ROUX	Chargé de mission pour la coopération décentralisée et la solidarité internationale	mikael.roux@lorraine.eu
VILLEFRANCHE SUR SAONE	Jean-Luc	GUENICHON	Adjoint au maire	jlguenichon@villefranche.net
VILLEFRANCHE SUR SAONE	Nicolas	SPINNLER	Responsable du service impliqué dans la coopération	nspinnler@villefranche.net

### LISTE DES EXCUSES

Organisme	Prénom	Nom	Fonction	Courriel
AGENCE REGIONALE DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT DE CHAMPAGNE-ARDENNE (ARCOD-CA)	Eric	QUENARD	Directeur	equenard.arcod@orange.fr
ARENE ILE DE FRANCE	Denis	DANGAIX	Chef de Projet coopération internationale	d.dangaix@areneidf.org
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	Luc	RAIMBAULT	Directeur Tourisme et Relations Internationales	luc.raimbault@cergypontoise.fr
COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Benoit	FERRE	Directeur de Cabinet du Maire	benoit.ferre@tud.fr
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES	Cédric	LE BRIS	Responsable Coop.Déc.	clebris@yvelines.fr
GROUPE D'AMITIE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	Bernard	LESTERLIN	Président du Groupe d'amitié	pmarchain@assemblee-nationale.fr
HUY	Philippe	DRAIZE	Responsable de coopération	philippedraize@yahoo.fr
LYON	Philippe	DI LORETO	Responsable du pôle coopération décentralisée	pdiloreto@grandlyon.com
MONTFAUCON MONTIGNE	Dominique	JOULAIN	Membre	joulain.dominique@wanadoo.fr
ORLEANS	Céline	CORNIER	Responsable solidarité internationale	ccornier@ville-orleans.fr

ORVAULT	Marie-Jeanne	MAIGNAN	Chargée de mission relations internationales	marie-jeanne.maignan@mairie-orvault.fr
PARIS	Yann	BOGHAL	Chargé de mission	Yann.boghal@paris.fr
PLATFORMA	Laia	VINYES MARCE	Chargée de gestion des projets	laia.vinyesmarce@ccre-cemr.org
ROSNY SOUS BOIS	Romain	DA COSTA	Responsable de communication	dacosta@rosny93.fr
SIREDOM-SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L'ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES	Anne	THIBAUT	Vice-Présidente	grh@siredom.com